

ALLIANCE INTERNATIONALE DES HABITANTS

c/o Unione Inquilini, via Bettella, 2/ter 35133 – Padova – Italia
tel. ++39 049691771 fax ++39 02700415592
www.habitants.org - e-mail : info@habitants.org

Méditerranée zéro expulsions !

Les organisations et réseaux d'habitants, de coopératives, syndicats de locataires, d'immigrants, centres sociaux, comités de lutte pour le droit au logement, les administrations locales solidaires associées à Barcelone à l'occasion du FSMed (juin 2005).

Constatent l'augmentation du nombre de sans-abri, de la précarité de l'habitat, des discriminations raciales et sociales, parallèlement à la croissante libéralisation économique de l'aire méditerranéenne sans être accompagnée de politiques publiques de soutien des droits sociaux.

Considèrent que la question est déterminée par des cultures et politiques néo-libérales et intégristes qui produisent : de considérables investissements financiers chaque fois plus internationaux qui détruisent le corps des villes, l'apparente contradiction entre l'urbanisation croissante et l'expulsion des classes populaires des vieilles villes, l'appauvrissement et les migrations de millions d'hommes et femmes considérés « de passage » et non comme constructeurs des villes du futur.

Adhèrent à l'appel pour la construction de l'unité des mouvements sociaux urbains qui luttent afin de concrétiser les droits économiques, sociaux et culturels, et plus particulièrement le droit au logement et à la ville dans le monde entier.

Lancent une plateforme internationale pour que l'aire méditerranéenne ne subisse plus d'expulsions par :

- Reconnaissance et soutien du droit au logement, consacrés par l'art. 11 du PIDESC, par toutes les institutions concernées -locales, régionales, nationales, internationales- et en particulier l'interdiction de procéder à des expulsions sans relogement adéquat et convenu.
- Instauration du Service public international du logement qui promeut des politiques du logement et refuge, également financées par Les Fonds structurels de l'Union européenne et la taxation sur les transactions financières et immobilières.
- Annulation de la dette externe des pays pauvres et destination des ressources libérées aux Fonds Populaires par la Terre et le Logement, contrôlés par les associations d'habitants.
- Déliement des exigences fondamentalistes des politiques monétaire et budgétaire en vigueur qui corsètent les dépenses publiques en matière de logement.
- Blocage des projets financés par le FMI, la Banque Mondiale, la BEI, et autres intervenants si leur impact prévoit l'expulsion des habitants sans relogement adéquat et convenu avec les concernés, ou dans le cas où un quote-part n'est pas destiné aux politiques de logement des pauvres.

Agenda

Décident de poursuivre leur collaboration et leur initiative :

- En donnant corps à la construction d'un Système d'alerte solidaire dans l'aire méditerranéenne au sujet des violations du droit au logement (page web, appels,...).
- Soutenant l'échange d'expériences quant à des actions innovatrices entre associations, mouvements et collectivités locales solidaires.
- Coordonnant avec d'autres initiatives similaires de niveaux régional et global, en particulier dans les Forums Sociaux et dans le Forum Urbain Mondial (Vancouver, 19-23 juin 2006),
- Invitant les instances des Nations Unies, chacune en relation avec ses compétences, à entretenir de telles propositions à travers : des missions de vérification et conciliation dans les pays de l'aire concernée, vérification du respect de l'art. 11 du PIDESC, consolidation des Objectifs du Millénaire, demandes de sanctions envers les pays infracteurs.
- En promouvant la mobilisation « Journée Mondiale Zéro Expulsions » à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Habitat (première semaine d'octobre 2005).

Barcelone, 18 juin 2005